

Des professionnels s'organisent pour se faire entendre. Un rapport de force est créé

Le monde du théâtre se rebiffe

« SELVER KABACALMAN

Culture » Désarroi, injustice et incompréhension. Ces sentiments sont partagés par de nombreux acteurs culturels. La décision commune de garder les théâtres fermés dans les cantons romands, alors que d'autres secteurs économiques sont autorisés à reprendre leurs activités, suscite une profonde remise en question de ce choix.

« Nous ne saisissons pas pourquoi les mesures sont davantage favorables aux restaurants, stations de ski ou encore aux lieux de culte. Représentons-nous un secteur particulièrement dangereux? » interroge la metteuse en scène et directrice artistique Muriel Imbach. « Pourtant, nous avons toujours respecté les plans de protection en vigueur », insiste-t-elle. Et de marteler: « Nous avons désormais besoin de savoir quand nous ouvrirons. Nous demandons un calendrier précis aux autorités. »

Assouplissement en vue

Hier, le canton de Vaud est arrivé avec une avancée: la réouverture des lieux culturels à l'ensemble du public sera réexaminée à la mi-janvier avec les autorités sanitaires et en coordination avec les autres cantons, en fonction de l'évolution de la situation. D'ici là, les classes d'école pourront se rendre au théâtre et au cinéma dès le 1^{er} décembre.

Le communiqué indique aussi que la ministre de tutelle Césia Amarelle a invité les représentants des domaines touchés



Même avec un public clairsemé, les théâtres romands n'ont pas le droit d'ouvrir. Keystone-archives

par la prolongation de la fermeture à échanger la semaine prochaine. « Un assouplissement qui répond à la demande venue du terrain lors des rencontres récentes faites avec les milieux culturels », précise Nicole Minder, cheffe de service des affaires culturelles. Si la coordination romande est saluée par les acteurs culturels, la date de réouverture est jugée trop vague et incertaine.

Aujourd'hui, tout le secteur des arts de la scène peine à comprendre les motivations et les choix des autorités. Surtout lorsque certaines salles allemandes continuent d'accueillir du public en respectant les dispositions fédérales (limite des 50 personnes). Difficile aussi de vivre avec toutes ces incertitudes. Pour Patrick de Rham, directeur de l'Arsenic à Lausanne, ces décisions peuvent

signifier deux choses: « Soit les théâtres constituent des lieux de propagation importants, soit la culture n'est pas considérée à sa juste valeur », résume-t-il.

Si la première explication paraît hautement improbable au directeur de l'Arsenic, la deuxième l'insurge. « Nous n'acceptons pas cette perspective. L'art est aussi indispensable que l'école », martèle Patrick de Rham. Cela pose des questions

de valeurs. Quel type de société voulons-nous? Le débat doit être posé. »

Le poing sur la table

Sur Facebook, le metteur en scène José Lillo propose une autre lecture: « Les secteurs qui ne font pas assez pression sur les pouvoirs publics et qui ne leur imposent pas un rapport de force conséquent sont laissés à l'abandon. » En d'autres termes, le secteur de la culture n'a pas assez tapé du poing sur la table.

« Pourtant, nous avons toujours respecté les plans de protection »

Muriel Imbach

Les milieux culturels semblent se décider à mettre la pression. Hier, des professionnels du théâtre ont mené une action symbolique sur la place de la Riponne à Lausanne. Ils en ont ensuite laissé une trace sur les réseaux sociaux. Plus tard dans la journée, une pétition en ligne adressée aux conseillers d'Etat romands en charge de la Culture a été lancée par le Syndicat suisse romand du spectacle. Des comédiens vaudois adresseront une lettre mardi aux parlementaires. »

Pour un Noël sûr, s'y prendre tôt

Coronavirus » La situation sur le plan du coronavirus s'améliore, mais reste fragile. Dans ce contexte, l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) publie des suggestions et astuces pour passer les fêtes de fin d'année sans risquer de contaminer ses proches. Il faut dès à présent discuter « franchement » avec les membres des familles de la façon dont on veut organiser les fêtes, a déclaré hier la cheffe de la section contrôle de l'infection de l'OFSP, Virginie Masserey, devant la presse. Il doit être possible de renoncer ou de reporter les fêtes.

On peut aussi envisager des alternatives, comme se réunir à l'extérieur pour un apéritif ou une balade en forêt, ou en cercle restreint. Troisième conseil: planifier dès à présent ses achats de Noël pour éviter les heures de grande affluence dans les magasins. Et toujours respecter les règles dans les commerces.

Hier, la Suisse enregistrait 4312 nouveaux cas de coronavirus en 24 heures (taux de positivité: 15,81%). Cent quarante et un décès supplémentaires étaient à déplorer. » AT5

AVIONS

RISQUES CARDIAQUES

Le bruit nocturne des avions peut mener à la mort par arrêt cardiaque, même lorsque la période d'exposition est relativement courte. C'est une étude de l'institut Swiss TPH qui le révèle. Ce dernier a pris sous la loupe les cas de décès survenus à proximité de l'aéroport de Zurich entre 2000 et 2015. AT5

OUTRE-SARINE

ARIANE GIGON

La gifle refait parler d'elle

Ecole. Beckenried, village de 3700 âmes, idéalement situé au bord du lac des Quatre-Cantons, côté nidwaldien. Une idylle troublée, depuis l'été, par le déballage public des us et coutumes en vigueur au sein d'une classe d'école primaire. Ne se sentant pas écoutés, des parents avaient dénoncé les sévices infligés par une maîtresse. Une expertise présentée jeudi n'absout pas l'enseignante, mais se prononce contre son licenciement.

Gifles, doigts tapés à la règle, remarques dépréciatives, enfants traumatisés: c'est, à en croire des parents, ce qu'endurent les élèves de 7^e année (HarmoS) d'une enseignante en fonction depuis quinze ans à Beckenried. Après l'éclatement du scandale en juillet, l'autorité scolaire avait suspendu la maîtresse, déposé plainte pénale et commandé une expertise. Quarante entrevues et 60 pages d'explication plus tard, son représentant Anton Strittmatter a un peu dédramatisé les faits.

Mais juste un peu: les gifles ne sont pas attestées, toute-

fois, le but n'était pas d'enquêter sur ces atteintes à l'intégrité corporelle: c'est à l'enquête pénale de le déterminer. En revanche, l'expertise a bel et bien mis au jour des méthodes « non acceptables », comme l'obligation de faire des « pompes » ou de rester debout, voire à genoux, lorsqu'un enfant se balançait sur sa chaise. Anton Strittmatter relève aussi que certains élèves et leurs parents aiment beaucoup leur enseignante, « sévère mais juste ».

Une nouvelle tentative d'interdire la gifle est en cours

Ne l'ayant jamais avertie, l'école ne peut ni licencier ni suspendre l'enseignante. Mais elle ne pourra plus être maîtresse de classe. Les autorités scolaires et communales en prennent aussi pour leur grade, car ils n'ont pas été à l'écoute.

L'affaire a relancé la discussion sur le châtiment corporel (notamment la gifle) infligé par des adultes à des enfants. Car la Suisse est, en Europe, un des rares pays à ne pas l'interdire dans l'éducation – sauf à l'école. De nombreuses tentatives parlementaires ont échoué ces dernières années.

Mais, rappelait le *Tages-Anzeiger* hier, une nouvelle tentative est en cours, avec un postulat de la conseillère nationale Christine Bulliard-Marbach (pdc, FR). L'opposition est déjà sortie du bois: « La pédagogie et l'amour ne font pas de meilleurs enfants », assène, c'est le cas de le dire, Andreas Glarner (udc, AG), selon qui une punition corporelle ne fait pas de dégât si l'enfant comprend sa légitimité. Il n'est pas seul dans son cas. A part l'enseignante de Nidwald, la proportion de parents banalisant, dans les sondages, la frappe sur la joue reste forte. Elle l'est davantage en Romandie qu'en outre-Sarine. En plus de la gifle qu'il faut éliminer, il ne faut pas non plus jeter la première pierre en direction de Beckenried... »

PUBLICITÉ

La surprise parfaite pour presque tou(te)s



359.-
Braun Series 9
Wet & Dry

GALAXUS